

### Motions

des ports pour petits bateaux ou d'autres types de ports dans leur circonscription.

Nous sommes à 100 p. 100 d'accord avec lui. C'est à nous qu'il incombe de faire comprendre l'importance de l'industrie touristique au Cabinet. Je sais que les députés qui représentent les régions côtières de l'est et l'ouest voient parfois l'Ontario comme une province intérieure—ce qu'elle est bien sûr—et pensent que l'industrie de la pêche n'y a qu'une importance négligeable sinon aucune importance. Il y a quelques petites entreprises de pêche commerciale en Ontario; leurs activités génèrent des profits considérables.

**Une voix:** Ces activités ne sont pas négligeables.

● (1250)

**M. Darling:** L'industrie en question est assez importante. Mon collègue représente une région où l'on pratique la pêche commerciale. Cependant, il faut se rappeler que les ports pour petits bateaux favorisent le tourisme. C'est là ce que je défends depuis des années et j'ai le privilège de siéger dans cette enceinte depuis 15 ans; du moins cela a été le cas il y a deux semaines.

Je tiens à signaler que dans ma circonscription de Parry Sound—Muskoka, l'industrie touristique est extrêmement importante. Cent millions d'Américains vivent à une journée de voiture de là. Bon nombre d'entre eux peuvent fort bien venir visiter notre pays un jour ou l'autre. Imaginez simplement ce que cela signifie pour l'économie du Canada, madame la Présidente.

Le ministre des Finances devrait prendre note du fait—et le ministre du Revenu national (M. MacKay) pourra probablement fournir des chiffres à l'appui—que le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux perçoivent littéralement des millions de dollars sur la vente de bateaux de plaisance, ainsi que grâce à la perception de taxes sur l'essence. Les chiffres sont astronomiques.

Il s'agit d'une industrie extrêmement importante. Le gouvernement fédéral devrait se rappeler qu'elle lui rapporte d'énormes recettes. Il est vrai qu'il faudrait accorder des crédits accrus au ministre des Pêches et des Océans. Je sais fort bien qu'il fait tout en son pouvoir pour obtenir davantage, mais les ressources du gouvernement ne sont pas illimitées. Bien entendu, chaque ministère tente d'obtenir du Conseil du Trésor le plus possible. J'espère qu'on déblocquera davantage de crédits. Selon les prévisions pour l'année prochaine, les dépenses en immobilisations pour l'Ontario seront légèrement accrues. Selon moi, le chiffre devrait être d'environ 9 millions de dollars. J'ai examiné les crédits accordés récemment à l'Ontario, et bon nombre d'entre nous voyons les montants en question d'un mauvais oeil. Ils ont été établis en fonction du fait que l'Ontario ne possède pas de nombreux ports. Cependant, je suis persuadé qu'on ne retrouve dans aucune autre province autant de ports pour petits bateaux.

Je sais fort bien que l'industrie touristique en Ontario rapporte davantage que partout ailleurs au Canada. Je n'essaie pas de lancer un débat; c'est simplement un fait, alors qu'on retrouve en Ontario 9,25 millions de personnes et de nombreuses attractions touristiques remarquables. La population de ma circonscription de Parry Sound—Muskoka double ou triple au

cours de l'été, du fait de l'arrivée massive de touristes. Bon nombre d'entre eux viennent des États-Unis.

J'ai pu obtenir cette année des engagements de dépenses et des crédits pour ma région, et notamment une somme de 1,4 million de dollars pour la ville de Parry Sound, qui célèbre son centenaire. Ce fut là un cadeau fort apprécié de la part du gouvernement fédéral. On procède à des travaux d'amélioration des quais dans deux ou trois régions plus petites, et chose certaine, il y a bien d'autres endroits où des réparations s'imposent.

Je suis persuadé que tous les députés, quelle que soit leur allégeance politique, exerceront des pressions sur le gouvernement, afin d'obtenir des crédits supplémentaires pour cette industrie essentielle. Je sais que d'autres députés souhaitent intervenir, et je vais donc me rasseoir.

**M. Caldwell:** Madame la Présidente, je serai très bref. Le député avait raison de dire qu'il a fait des démarches au nom de tous les députés pour obtenir des crédits concernant les ports pour petits bateaux. Il n'a certes pas ménagé ses efforts.

Je voudrais lui rappeler, puisqu'il nous a parlé de la pêche, que cette industrie est fort importante dans ma circonscription. Nous avons, à Wheatley, en Ontario, la plus grosse industrie de pêche intérieure du monde. J'étais très heureux de voir qu'à cause de la crue des eaux, on avait remis en parfait état le port de cette localité et celui d'Erieau que le gouvernement précédemment a laissé en plan pendant les dix dernières années. Ce port était pratiquement en train de tomber dans le lac. Les choses se sont donc améliorées dans ce domaine.

Le député a fait allusion aux ports récréatifs. On est en train d'améliorer un port récréatif important et deux plus petits dans ma région aux termes du nouveau programme. Le tourisme revêt une importance tout aussi capitale dans ma région que dans celle du député. Je lui sais gré de faire autant dans ce domaine.

**M. Henderson:** Madame la Présidente, je vais faire brièvement une observation et poser une question. Je remercie le député de Parry Sound—Muskoka (M. Darling) de son excellent discours. Il a travaillé d'arrache-pied lui aussi, avec certains d'entre nous, afin d'obtenir des crédits pour les ports pour petites embarcations.

J'ai une suggestion à faire. Il a toujours existé un certain conflit entre les ports à vocation récréative, qui rapportent sur le plan touristique, et les ports de pêche, à vocation commerciale. J'ai souvent pensé qu'on devrait séparer ces deux volets, et exiger que le secteur touristique contribue financièrement à l'entretien des ports qui lui sont destinés. Cette mesure aurait peut-être pour effet de calmer l'animosité que se manifestent parfois les pêcheurs commerciaux et les promoteurs touristiques, et de nous procurer quelques dollars de plus. Qu'en pense le député? La séparation n'est peut-être pas nécessaire, mais le ministère du Tourisme devrait reconnaître les avantages que représentent les ports et quais. Le ministère des Pêches et des Océans devrait bénéficier de paiements de transfert, ou l'on devrait attribuer certaines sommes aux loisirs et au tourisme afin de répondre convenablement aux besoins de ce secteur et consacrer davantage d'argent à la pêche commerciale.